

4 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Première intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing sur son programme électoral lors de la campagne officielle pour le second tour de l'élection présidentielle, Paris, lundi 4 mai 1981.

LE PRESIDENT.- Bonjour.

- Pour cette première émission du second tour de l'élection présidentielle, j'ai demandé à monsieur Michel BARNIER, député `RPR` de la Savoie, député de l'arrondissement d'Albertville, de venir me poser des questions. Pourquoi l'avoir choisi ? C'est parce qu'il est, je crois, le plus jeune député de France. Alors, Michel BARNIER, quelles sont vos questions ?

- QUESTION.- Monsieur le Président, nous nous trouvons à quelques jours du second tour et ma première question est de savoir si vous avez tiré quelques enseignements des résultats du premier tour, et si, au bout du compte, la campagne électorale vous a appris quelque chose.

- LE PRESIDENT.- Pour les résultats, un mot : les Françaises et les Français m'ont placé en tête des dix candidats avec 8200000 voix, c'est bien entendu un vote populaire, et d'ailleurs j'ai été frappé de voir que dans certains départements j'étais en tête malgré la tradition politique de ces départements. Je vous citerai un exemple : le département du Nord, je suis en tête des 4 candidats et je suis en tête dans la ville de Lille et dans la ville de Roubaix. Donc, placé en tête par un vote populaire.\

`Réponse`

- Ce que j'ai appris de la campagne `électorale` : d'abord, le fait que la jeunesse m'a soutenu dans cette campagne £ je ne dis pas toute la jeunesse, elle s'est certainement répartie ou partagée, mais une grande partie de la jeunesse m'a soutenu £ c'était très important pour moi puisque je voulais parler le langage de l'espoir.

- Deuxième enseignement : l'importance que les Françaises et les Français, les plus âgés et aussi les plus jeunes, attachent à la politique en faveur de la paix et de la sécurité. Vous vous souvenez qu'au début de la campagne on m'avait critiqué sur cette politique, et, au contraire, j'ai trouvé un large soutien pour cette politique de paix et de sécurité.

- Troisième enseignement : la primauté donnée par l'opinion publique aux problèmes économiques et sociaux, c'est-à-dire la hausse des prix et le chômage £ ce sont les premières préoccupations des Français à l'heure actuelle.

- J'ai observé dans la campagne que certains d'entre eux croyaient que, par-rapport à la situation que nous connaissons, le seul changement pouvait être une amélioration £ ils se disaient : "Est-ce que l'un ou l'autre peut nous apporter une amélioration ?" Mais il y a aussi, hélas, la détérioration, et il y a des politiques, nous y reviendrons sans doute dans un instant, qui se traduiraient par une dégradation de la situation économique, c'est-à-dire une accélération de la hausse des prix et du chômage.\

QUESTION.- Sur ce problème, monsieur le Président, même si notre entretien est bref, je veux effectivement d'abord vous parler du chômage. Dans les permanences que je tiens en Savoie, une personne sur quatre cherche du travail. Et je peux vous assurer que c'est une situation très angoissante pour elles.

- Alors ma question est de savoir comment vous pensez passer d'un système où l'on indemnise, où l'on gère le chômage, où l'on assiste les demandeurs d'emploi, à un système qui encouragera vraiment la création de ces emplois ?

notamment la création de ces emplois :

- LE PRESIDENT.- Je vais préciser votre question : il n'y a pas une personne sur quatre en Savoie qui cherche un emploi, mais une personne sur quatre parmi celles qui viennent visiter le député de la circonscription. En effet, c'est un problème central.

- Vous me dites : "Comment peut-on passer d'une assistance aux chômeurs à une aide à celui qui va travailler" ?

- D'abord, il faut bien savoir qu'il faut apporter une aide à celui qui est privé de ressources, et en particulier lorsqu'il y a des licenciements pour cause économique : par exemple une fermeture d'entreprise ou des licenciements dans telle ou telle branche d'activité. Il est évident qu'il fallait soutenir les chômeurs, c'est-à-dire leur apporter les ressources nécessaires pendant la période pendant laquelle ils attendent de retrouver un emploi.

- Donc il n'est pas question de supprimer l'indemnisation du chômage.\

`Réponse`

- Par contre, il faut, et je l'ai indiqué dans mon programme pour l'emploi, faire en sorte que ces sommes servent davantage à aider les demandeurs d'emploi à trouver un emploi, plutôt que de constituer une assistance permanente à ceux qui ne trouveraient pas, ou ne chercheraient pas, d'emploi.

- Alors, comment faire ? Je crois qu'il faut une série de dispositions, nous n'allons pas entrer dans le détail, mais j'illustrerai par un exemple.

- Quelquefois, vous avez des personnes auxquelles on propose un emploi qu'elles accepteraient, mais avec une rémunération inférieure à la rémunération qu'ils touchaient dans l'emploi précédent. Elles disent "non, je ne peux pas accepter un emploi où j'ai des ressources plus faibles". Eh bien, on peut imaginer, par exemple, de conserver pendant un certain temps l'indemnisation du chômage, ou une partie de cette indemnisation, pour compléter les ressources du nouvel emploi du travailleur.

- L'idée générale, c'est que nous faisons un effort de solidarité en faveur des demandeurs d'emploi, et cet effort doit avoir comme objectif d'inciter, d'encourager ces demandeurs d'emploi à retrouver un travail effectif. Je voudrais vous dire un mot sur cette question du chômage. Je vous disais tout à l'heure qu'il ne faut pas uniquement comparer la situation actuelle à ce qui pourrait être mieux, mais également à ce qui pourrait être pire.

- Si les propositions de l'opposition entraient en application dans les mois prochains, c'est-à-dire si nous avons, d'ici l'été d'abord, un festival électoral permanent, si ensuite on majorait massivement le SMIC et certaines charges fiscales des entreprises et certaines obligations sur les entreprises, il n'y a aucune entreprise en France - vous n'avez qu'à vous renseigner dans vos permanences - qui embauchera à partir de l'été prochain, parce qu'ils attendront de savoir - les grandes, les petites, les moyennes - quelle sera leur situation à l'automne et à la fin de l'année.

- Or, c'est à partir du mois de juillet que nous avons tous les jeunes qui arrivent & ils sortent de leur formation en juin juillet, et c'est la nouvelle génération de cette année qui viendra sur le marché du travail.

- Donc, attention à une situation dans laquelle les entreprises, en réalité, n'offriraient pas d'emploi.\

QUESTION.- Justement, sur les jeunes, monsieur le Président, vous avez proposé, au moment des élections, un peu comme par miracle, un programme pour supprimer le chômage des jeunes en 1985, pourquoi ne pas l'avoir appliqué plus tôt ce programme ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons largement commencé et, comme parlementaire, vous le savez puisque vous y avez été associé. Nous avons fait trois pactes nationaux pour l'emploi, c'est-à-dire que sur-le-plan local toutes les autorités locales, notamment les socio-professionnels, le connaissent.

- Nous avons fait voter une loi sur le travail à temps partiel à l'automne dernier pour permettre précisément la création de nouveaux emplois à temps partiel, notamment pour les femmes.

- Et nous avons, depuis plusieurs années, réorganisé la formation professionnelle avec, comme objectif cette année, 100000 jeunes de plus en formation. Et je vous dirai que, pour les jeunes, la question que vous posiez tout à l'heure était assez claire : il vaut mieux aider un jeune à acquérir

une formation que d'indemniser un jeune qui soit en attente d'un travail ou d'une formation.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans cette campagne du premier tour, vous le savez, j'ai soutenu Jacques CHIRAC par conviction, et des millions de Français ont voté pour lui. Je ne suis pas là ce soir pour parler au nom de mon groupe parlementaire ou de mon mouvement, mais je crois pouvoir traduire quelques-unes des questions, quelques-uns des doutes des électeurs du RPR.

- Et l'une de ces questions concerne la bureaucratie, concerne les charges sociales et les charges fiscales, concerne le crédit qui est trop cher, concerne tout ce qui décourage et pénalise quelquefois ceux qui veulent prendre des risques et créer des activités de l'emploi.

- Alors vous avez, c'est vrai, libéré les prix, mais vous n'avez pas libéré les Français de la bureaucratie, et aujourd'hui vous dites : "Il faut moins d'Etat". Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement : moins d'Etat ?

- LE PRESIDENT.- Cela est tout à fait concret. Vous avez un candidat qui dit "davantage d'Etat" puisqu'il veut recruter des fonctionnaires, accroître les formalités, les contrôles, etc. Et il y a un candidat, moi-même, qui dit "moins d'Etat" pour libérer les forces productives françaises.

- Vous avez rappelé que nous avons supprimé les contrôles économiques, ce qui a été la plus grande libération depuis la fin de la guerre.\

`Réponse'

- Je vous citerai deux exemples dans l'artisanat et dans l'agriculture.

- Artisanat : nous avons beaucoup de moyens, d'instruments d'aide à l'artisanat, notamment d'instruments budgétaires £ mais tout ceci est compliqué et suppose que les artisans soient en rapport avec des administrations, avec des services. Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux remplacer ces aides par une réduction équivalente des charges pesant sur tous les artisans ?

- Deuxième exemple, l'agriculture : nous sommes amenés parfois à aider l'agriculture, par toutes sortes de systèmes qui sont également compliqués, notamment des aides budgétaires aux revenus. Mais il vaut mieux que ce soit la politique des prix qui assure tout simplement le revenu de l'agriculture.

- Donc, vous voyez qu'il y a des cas concrets dans lesquels c'est par des mesures simples, soit d'allègement, soit de prix, qu'on peut éviter la multiplication des interventions. Alors, un mot sur la paperasserie, la bureaucratie : l'Etat a des missions à accomplir, il a des missions de gestion d'abord : la santé, l'éducation, la police, la justice, etc. Naturellement il doit les accomplir.

- Et puis, de temps en temps, il a des missions à accomplir, comme par exemple, à l'heure actuelle, les économies d'énergie ou l'aide à l'exportation pour le secteur agro-alimentaire, et pour cela on peut avoir des administrations "de mission".

- Mais ce qui est mauvais, c'est de placer les Français sous tutelle, c'est-à-dire d'avoir le sentiment qu'il y a, au-dessus, une structure qui contrôle, qui décide, qui intervient, dans le domaine de la vie économique ou de la vie personnelle des Français. C'est pourquoi je suis pour "moins d'Etat", c'est-à-dire moins d'interventions dans la vie économique et sociale, mais il y aura pour cela un gros travail à faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, j'appartiens, depuis mon engagement, à la famille des gaullistes 'RPR'. Beaucoup parmi nous ont le sentiment, depuis quelques années, de ne pas avoir été écoutés, ou simplement considérés. D'une manière générale, d'une autre manière, on a le sentiment qu'il y a dans la majorité des mal-aimés et des bien-aimés. Comment allez-vous, à l'avenir, prendre en compte nos propositions et notre sensibilité ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur BARNIER, j'ai dit, hier, devant d'ailleurs une assistance très nombreuse et où il y avait de vos amis, j'ai dit qu'il n'y aurait pas les bien-aimés du premier tour et les mal-aimés du second tour, que c'était un grand enjeu national, qu'il fallait que tout le monde lutte ensemble, et que tous ceux qui participeraient à ce combat, qui sera gagné, seraient sur le même plan, c'est-à-dire qu'ils seront tous aimés de la même manière.

- Vous me dites : "Quelle est la place du gaullisme ? où est le gaullisme ?" Je vous dirai d'abord, excusez cette formule, : "il est dans ma tête", parce que quand on est Président de la République on est, par la force des choses, le successeur du Général de GAULLE, et beaucoup des choses

que j'ai faites au-cours des dernières années, je les ai faites en pensant à son action. Par exemple, notre défense, notre effort d'indépendance, le fait que j'ai eu des entretiens au plus haut niveau avec les plus grands dirigeants du monde, tout ceci c'était en réalité la continuation de l'action du Général de GAULLE.\

`Réponse'

- Et où est son apport à la France, ce qu'il a donné à la France ? Ce sont les institutions.
- Ce qui nous distingue de nos voisins, et regardez vraiment la carte autour de nous. Autour de nous, nous avons le désordre politique presque partout. Et ce qui nous distingue, ce sont les institutions de la cinquième République. C'est cela que le Général de GAULLE a donné et laissé à la France.

- C'est pourquoi je considère que la famille gaulliste doit avoir, pas uniquement naturellement, mais principalement comme message à apporter dans la vie politique nationale, le maintien des institutions de la cinquième République. Il s'y ajoute d'autres messages, sociaux, économiques, vous en avez parlé à l'instant.

- Or, dans le choix qui s'ouvre, il est évident que les institutions de la cinquième République sont en cause. Ces institutions, je les ai soutenues depuis le premier jour & je me souviens du 1er juin 1958, j'étais tout jeune député, comme vous, je devais avoir à peu près le même âge, deux ans de plus je crois, et j'ai voté en séance pour le Général de GAULLE, j'ai voté ensuite dans tous les référendums constitutionnels, et notamment en 1962 où j'ai pris le risque de quitter ma famille politique pour soutenir précisément la proposition du Général de GAULLE.

- Or, il faut savoir que mon concurrent `François MITTERRAND' dans cette élection à été, depuis le premier jour, l'adversaire de la cinquième République. Le 1er juin 1958, quand je votais pour, il votait contre. En 1962, quand je votais pour l'élection du Président de la République au suffrage universel avec la majorité des Français, il votait contre. En 1968, mai 1968, quand le pouvoir vacillait en France, il se préparait à le saisir, et à le saisir des mains de qui ? du Général de GAULLE.

- Il faut se souvenir de tout cela.\

QUESTION.- Justement dans cette élection, monsieur le Président, votre concurrent, pour le jeune Français que je suis, représente un peu le passé. En 1965, j'étais lycéen, j'avais 14 ans, il était déjà candidat contre le Général de GAULLE. En 1974, il était encore candidat, et en 1981 aujourd'hui, il est toujours candidat. Je ne pense pas qu'il puisse incarner l'espoir pour l'avenir pour les jeunes, et ces jeunes, qui sont inquiets actuellement, qui ont une formidable capacité d'enthousiasme et de générosité, vous le savez, ces jeunes ont besoin d'un idéal, et vous ne pouvez les mobiliser que sur un idéal en leur proposant quelque chose. Et je voudrais savoir, ce sera ma dernière question, quel idéal vous comptez leur proposer ?

- LE PRESIDENT.- Cet idéal, je le leur expose depuis le début de ma campagne `campagne électorale', et je vous disais que le premier enseignement que j'avais tiré dans cette campagne, précisément, c'était le soutien de la jeunesse. Alors, cet idéal c'est quoi ?

- C'est d'abord que la France soit un pays de pointe et non pas un pays à la traîne dans le monde, mais un pays de pointe, ce qui veut dire qu'au point de vue de notre formation, de notre technique, de notre science, nous devons apparaître comme un des pays les plus avancés du monde, ce que nous faisons, vous le savez, dans beaucoup de domaines : spatial, aéronautique, scientifique, et ainsi de suite.

- Deuxième objectif : la qualité de la vie. Les jeunes Françaises et les jeunes Français sont attachés à la qualité de la vie en France, à la protection de notre nature, à la protection d'un certain nombre d'éléments de la vie locale ou de la culture locale, et il faut naturellement répondre à cette aspiration.\

`Réponse`

- Et puis, le troisième élément, c'est l'influence et le rôle de la France dans le monde : que la France reste un pays généreux. Il y a eu dans cette campagne, si vous voulez, une exaltation de l'égoïsme, et j'ai dit "moi je ne le ferai pas" & je souhaite, au contraire, que la France apparaisse comme un pays généreux vis-à-vis des autres. A l'intérieur d'abord. Nous avons encore en France des îlots de pauvreté. nous le savons très bien & dans le monde rural. il y a encore des îlots de

des îlots de pauvreté, mais le savent très bien. Et dans le monde entier, il y a encore des îlots de pauvreté et il y a dans les centres urbains ce qu'on appelle le "quart monde". Je propose, comme objectif, pour les sept prochaines années, de faire disparaître les derniers îlots de pauvreté de la société française, pour qu'il n'y ait plus en France ces catégories qui soient en dehors, si vous voulez, de notre vie collective.

- Vis-à-vis de l'extérieur, c'est également l'ouverture sur le monde : il faut d'abord que les jeunes Français connaissent le monde, qu'ils le parcourent, qu'ils rencontrent les autres jeunes, et que chaque fois qu'ils veulent le faire on leur facilite l'accès du monde.

`Réponse'

- Et enfin, que nous apportions notre concours au développement du Tiers monde. Vous savez très bien que les prochaines années vont être caractérisées par une augmentation considérable de la population du monde, par des phénomènes de famine, par des phénomènes de mauvaise santé - notamment pour les enfants dans le monde - la France doit être un pays généreux.

- Donc, pour la jeunesse d'aujourd'hui, soyons un pays de pointe, maintenons la qualité de la vie en France, et apparaissons comme un pays fraternel à l'intérieur, en éliminant les derniers îlots de pauvreté de la société française et comme un pays généreux à l'extérieur en poursuivant le dialogue et l'aide avec les pays en développement.

- Voilà ce que je propose à la jeunesse française, et merci, Monsieur Michel BARNIER, plus jeune député de France, de m'avoir interrogé.